



MAIRIE
DE
Régusse

SERVICE URBANISME

à rappeler dans toute correspondance

DOSSIER : N° PA 083 102 25 00001

Déposé le : **09/05/2025**

Demandeur : **SARL SAINT ANTOINE DE
REGUSSE**

Sur un terrain sis à : **Avenue Maginot à Régusse
(83630)**

Références cadastrales : **102 M 127**

SARL SAINT ANTOINE DE REGUSSE

Monsieur AMATO Luigi

Agosta

20128 ALBITRECCIA

Monsieur,

Vous avez déposé une demande de Permis d'aménager le 09/05/2025 pour un projet de Création d'un lotissement sous forme de permis d'aménager de 13 lots à bâtir situé Avenue Maginot à Régusse (83630).

Par lettre du 03/06/2025, il vous avait été demandé de bien vouloir compléter votre dossier par les pièces suivantes :

PA2. Une notice décrivant le terrain et le projet d'aménagement prévu [Art. R. 441-3 du code de l'urbanisme].

PA16. Copie de la lettre du préfet qui vous fait savoir que votre demande d'autorisation de défrichement est complète, si le défrichement est ou non soumis à reconnaissance de la situation et de l'état des terrains et si la demande doit ou non faire l'objet d'une enquête publique [Art. R. 441-7 du code de l'urbanisme].

L'ensemble des pièces n'ayant pas été adressé à la mairie De Régusse en date du 05/09/2025, vous êtes réputé avoir renoncé à votre projet. Votre demande fait donc l'objet d'une décision tacite de rejet.

Vous pouvez redéposer une nouvelle demande si vous souhaitez réaliser votre projet.

Je vous prie de croire, Monsieur, en l'assurance de ma considération distinguée.

Fait à Régusse,

Le 09/10/2025

L'Adjoint délégué

Jean-Pierre

LION

Le Maire

Renée JEANNERET



INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

-DELAIS ET VOIES DE RECOURS : Si vous entendez contester le refus vous pourrez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS après la fin de votre délai d'instruction. Vous pourrez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).